



HAL
open science

Atténuer la radicalité : stratégies de communication de groupes vigilantistes anti-migrants

Matthijs Gardenier, Angeliki Monnier

► **To cite this version:**

Matthijs Gardenier, Angeliki Monnier. Atténuer la radicalité : stratégies de communication de groupes vigilantistes anti-migrants. Mots : les langages du politique, 2020, 123, pp.63-78. <10.4000/mots.26737>. <hal-03405869>

HAL Id: hal-03405869

<https://univ-montpellier3-paul-valery.hal.science/hal-03405869v1>

Submitted on 27 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Atténuer la radicalité : stratégies de communication de groupes vigilantistes anti-migrants

Matthijs Gardenier
University of Manchester
algardenier@yahoo.fr

Angeliki Monnier
Université de Lorraine, CREM
angeliki.monnier@univ-lorraine.fr

Cet article analyse les stratégies de communication de deux collectifs vigilantistes anti-migrants dans le nord de la France qui, tout en lançant des appels à la violence, cherchent à atténuer leur image de groupes radicaux, afin d'éviter des sanctions juridiques et la fermeture de leurs outils numériques de communication. L'analyse repose sur une enquête de terrain conduite en trois phases durant un an et demi en 2015-2016, une quinzaine d'entretiens avec des militants, des habitants de la région, des membres d'associations, des élus, des migrants, ainsi qu'un corpus de publications en ligne. La relation ambivalente avec la radicalité repose sur trois opérations principales : la négation de la violence ou de la responsabilité de la violence pour préserver l'*ethos* ; la modération ou la censure des propos sur les réseaux sociaux pour solliciter le *logos* ; le recours à l'humour et à l'ironie pour amortir le *pathos*.

: groupes anti-migrants, vigilantisme, radicalité, violence, mouvements sociaux

Mitigated radicality: communication strategies among vigilante anti-migrant groups

This article analyses the communication strategies of two vigilante anti-migrant groups in northern France. While preaching violence, they seek at the same time to tone down their image as radical groups in order to avoid legal sanctions and avoid having their digital communication tools shut down. The analysis is based on a field survey conducted in three phases, over a year and a half, in 2015-2016, fifteen interviews with activists, local residents, members of associations, elected officials and migrants, and a corpus of online publications. The groups' ambivalent relationship with radicality is illustrated through: the denial of violence or the denial of responsibility for violence (*ethos*); the moderation or censorship of online content (*logos*); the use of humour and irony (*pathos*).

: anti-migrant groups, vigilantism, radicalism, violence, social movements

Mitigar la radicalidad: estrategias de comunicación de los grupos de vigilantes anti-migrantes

Este artículo analiza las estrategias de comunicación de dos grupos de vigilantes anti-migrantes en el norte de Francia. Estos últimos, al tiempo que predicán la violencia, buscan suavizar su imagen de grupos radicales con el fin de evitar sanciones legales y obstaculizar el cierre de sus herramientas de comunicación digital. El análisis se basa en una encuesta de campo, realizada en tres fases, a lo largo de un año y medio, en 2015-2016, quince entrevistas con activistas, residentes locales, miembros de asociaciones, funcionarios electos, migrantes, así como un corpus de publicaciones en línea. La relación ambivalente de los grupos con la radicalidad se ilustra a través de: la negación de la violencia o la negación de la responsabilidad por la violencia (*ethos*); la moderación o censura del contenido en línea (*logos*); el uso del humor y la ironía (*pathos*)

: grupos anti-migrantes, vigilantismo, radicalismo, violencia, movimientos sociales

Dans cet article, nous étudions les stratégies de communication des collectifs Sauvons Calais et Calaisiens en colère, groupes vigilantistes¹ anti-migrants. Ces derniers recourent aux appels à la violence, tout en mettant en place des tactiques pour atténuer leur image de groupes radicaux, dans le but d'éviter les sanctions juridiques, mais aussi de préserver leurs outils de communication en ligne. Nous souhaitons mettre en évidence l'existence d'une posture à visée persuasive, qui mobilise les trois piliers fondamentaux de la rhétorique classique (Monnier, Seoane, 2018) : l'*ethos* cherche à préserver la moralité des groupes, le *logos* fait appel à la raison pour éviter les sanctions juridiques, le *pathos* vise à susciter la sympathie à travers notamment le recours à l'humour. Ce positionnement permet aux groupes de se situer dans l'idéal de « respectabilité » (*worthiness*), évoqué par Charles Tilly en tant qu'élément constitutif des mouvements sociaux – avec la mise en scène du nombre, de l'unité et de la détermination collective (Tilly, Wood, 2009). Notre enquête s'est déroulée sur une période d'environ un an et demi, entre mars 2015 et novembre 2016. Pour le présent article, nous allons nous appuyer principalement sur deux types de données : les contenus de la page Facebook des groupes étudiés ainsi que les entretiens menés avec certains de leurs membres.

Dans ce qui suit, nous tâcherons, dans un premier temps, de mettre en perspective les mouvements vigilantistes au prisme de la radicalité, notion sur laquelle nous nous arrêterons. Nous expliquerons, par la suite, notre démarche méthodologique, puis nous présenterons les groupes étudiés, Sauvons Calais et Calaisiens en colère, et analyserons le rapport ambigu qu'ils entretiennent avec la violence.

Vigilantisme, violence, radicalité(s)

Selon Gilles Favarel-Garrigues et Laurent Gayer, le vigilantisme désigne « un certain nombre de pratiques collectives coercitives, mises en œuvre par des acteurs non étatiques afin de faire respecter certaines normes (sociales ou juridiques) et/ou d'exercer la "justice" » (Favarel-Garrigues, Gayer, 2016, p. 9). Pour Les Johnston (1996), il s'agit d'un mouvement social constitué de citoyens agissant de manière volontaire, en toute autonomie vis-à-vis de l'État, pour lutter contre la criminalité et rétablir l'ordre en utilisant ou menaçant d'utiliser la violence. En France, où les souvenirs de la Milice et de la délation restent vifs, ces pratiques sont souvent assimilées à la collaboration (Brodeur, Jobard éd., 2005).

¹ Nous revenons ci-dessous sur la définition de ce terme.

Ainsi que le montre James P. Walsh (2014), le développement de groupes vigilants constitue l'une des modalités du déploiement du contrôle sécuritaire notamment autour des frontières. Les *minutemen*² et autres *border patrol* aux États-Unis décrits par Harel Shapira (2013) en sont des exemples. La mise en place de *watchful citizens* soulève la question de leur intégration dans les dispositifs mis en place par les États. Jean et John Comaroff insistent sur le lien étroit entre le néolibéralisme contemporain et l'expansion des vigilantismes, « forme bon marché de maintien de l'ordre » (Comaroff, Comaroff éd., 2006, p. 392), prompts à utiliser les techniques de cybersécurité les plus modernes (voir aussi Simoneau, 2016).

Pour Lesley Wood (2017), les mouvements vigilantistes anti-immigration aux États-Unis, au Canada et en Grande-Bretagne, entre 2000 et 2016, s'inspirent des mouvements sociaux, mais aussi du mouvement des milices. Ils entretiennent ainsi un rapport ambivalent avec la violence et sont résolument tournés vers l'action, en tant que « série limitée de routines qui sont apprises, partagées et exécutées à travers un processus de choix relativement délibéré » (Tilly, Wood, 2009, p. 12). Pour les groupes vigilantistes anti-immigration, l'action est jugée comme le seul moyen à même d'atteindre les objectifs fixés.

Radicalité et *radicalisation* sont des termes utilisés par de nombreux auteurs en sciences humaines et sociales, tels que Fathali Moghaddam (2005) ou Clark McCauley et Sophia Moskalenko (2008), dans l'analyse des mouvements sociaux. Une certaine ambivalence quant à la définition de ceux-ci nécessite la mise en perspective de leur pertinence heuristique, comme le rappellent Laurent Bonelli et Fabien Carrié (2018). Sur un plan étymologique, une prise de position « radicale » signifie celle qui revient « à la racine » d'un problème (Dufour *et al.*, 2012, p. 7), ce qui est en théorie compatible avec un débat démocratique, pour ne pas dire la condition même d'un débat démocratique. Dans le passé, *radical* pouvait être connoté positivement, et c'est encore le cas aux États-Unis dans certains cas, comme l'explique John Downing (2001). Par ailleurs, la radicalisation, appréhendée en tant que processus, ne signifie pas nécessairement l'usage de la violence par les acteurs labellisés comme radicalisés.

Selon Gérard Bronner (2009), la radicalité est une forme de pensée dont les présupposés éthiques sont caractérisés par deux éléments. Le premier est une « inconditionnalité » de la croyance : son importance est censée être supérieure à l'ensemble des autres considérations éthiques pouvant entraver son accomplissement. La deuxième est la faible « intersubjectivité » de la croyance : celle-ci n'est partagée que par une faible proportion de la population et heurte les systèmes de valeurs de la majorité. Cette conception de la radicalité peut être enrichie de l'approche que Serge Moscovici (2015) développe au sujet des minorités actives. Selon cet auteur, les minorités actives, perçues comme déviantes, vont souvent chercher à exercer une influence sur les représentations sociales de la majorité, cherchant à modifier celles-ci dans le sens de celles du groupe minoritaire. Dans cette perspective, la radicalité est à concevoir comme relative aux valeurs d'une société.

² *Minutemen* est le nom donné aux membres de la milice des « Treize colonies » (colonies de l'Empire britannique en Amérique du Nord qui donnèrent naissance aux États-Unis d'Amérique), qui jurèrent d'être prêts à combattre dans les deux minutes. Ce terme a depuis été employé pour désigner d'autres unités militaires des États-Unis, se référant au succès et au patriotisme des *minutemen* d'origine. Il est aujourd'hui surtout utilisé pour se référer aux milices paramilitaires ciblant les clandestins, particulièrement actives à la frontière avec le Mexique.

Clément Mabi (2016) s'intéresse plus particulièrement à la circulation et à l'adaptation des discours radicaux au sein de différentes arènes publiques et médiatiques.

Dans le cas des groupes anti-migrants, le rejet des populations immigrées reste inconditionnel, mais ces collectifs semblent mettre en œuvre une stratégie de communication visant à rendre leurs croyances intersubjectives, c'est-à-dire à exercer une influence sur l'opinion publique concernant la gestion des questions migratoires. À l'échelle européenne, ce type de stratégie semble être couronné d'un certain succès, comme le montrent les résultats de diverses études transnationales sur les représentations des phénomènes migratoires et la question des frontières (De Wilde *et al.*, 2019).

Dans le discours sociopolitique actuel, radicalité et radicalisation constituent des catégories normatives d'action publique. Elles visent à identifier des acteurs sortant du continuum de la participation politique perçue comme acceptable, ainsi qu'à justifier un traitement étatique spécifique vis-à-vis des groupes identifiés comme tels. Ce processus s'appuie sur des mécanismes d'étiquetage (Becker, 1963) et de stigmatisation (Goffman, 1975). Radicalité et radicalisation mobilisent inévitablement des interprétations conjoncturelles, sociales et historiques, et doivent ainsi être appréhendées, en ce qui nous concerne ici, dans le cadre de la France post-attentats. Cependant, en raison justement de leur caractère socialement construit, elles peuvent aussi être négociées, voire retournées par les groupes stigmatisés. C'est ce que les groupes étudiés ici – stigmatisés – essaient de faire.

À propos de l'enquête empirique

Une analyse de contenu thématique a été appliquée à 100 publications Facebook de ces groupes, entre le 15 novembre 2015 et le 7 mars 2016, période particulièrement riche en termes d'activités pour les collectifs : de nombreux rassemblements et manifestations ont eu lieu, accompagnés de plusieurs affrontements entre migrants et forces de l'ordre, ainsi que d'une vague d'agressions de migrants. Au cours de trois séjours sur le terrain, en mars 2015, juin 2015 et novembre 2016, nous avons aussi effectué quinze entretiens semi-directifs avec des membres de groupes anti- et pro-migrants, ainsi qu'une observation au sein d'une conférence de presse organisée par le collectif Sauvons Calais, le 7 juin 2016. Cette conférence a constitué une excellente occasion de mettre en perspective ce que les publications Facebook révèlent de manière fragmentaire. Les éléments fournis dans cet article sur les revendications du collectif se fondent principalement sur les observations menées au sein de cette conférence de presse.

Les entretiens ont duré de vingt minutes à une heure et demie, selon la disponibilité des personnes rencontrées. À l'instar des difficultés qu'affrontent fréquemment les chercheurs travaillant sur la violence politique (Bugnon, Lacroix éd., 2017, p. 11-12 ; Lavergne, Perdoncin, 2010), ces entretiens ont parfois été réalisés dans des conditions délicates, face à des acteurs montrant de fortes réticences à se prêter au jeu de l'enquête. Cela s'explique à la fois par le caractère potentiellement illégal de certaines activités, mais aussi par la très mauvaise image que les acteurs peuvent avoir des chercheurs, les assimilant aux journalistes. Si ces obstacles ont certainement empêché d'atteindre un nombre d'entretiens élevé, ils ont aussi sans doute influencé le contenu des propos obtenus. En revanche, les associatifs, ainsi que les militants pro-réfugiés ont accepté plus facilement de nous rencontrer et d'être enregistrés. Ici, nous nous appuyons notamment

sur trois entretiens réalisés en mars 2015. Le premier s'est déroulé avec A.³, l'avocate de la Ligue des droits de l'homme (LDH) qui a déposé une plainte pour incitation à la haine raciale contre Sauvons Calais, après avoir dépouillé le contenu de la page Facebook du groupe. Le deuxième s'est tenu avec M., cadre du groupe, et responsable local du Parti de la France (Lebourg, 2015)⁴. Celui-ci est plus âgé et plus formé que les autres militants. Nous nous entretenons aussi avec D., militant proche des Identitaires⁵, qui participe aux actions de Sauvons Calais tout en essayant de monter un collectif concurrent, Défendons Calais, qui deviendra ensuite Calaisiens en colère.

Sauvons Calais et Calaisiens en colère : un rapport ambigu à la violence

Depuis 2003, le contrôle aux frontières des personnes qui souhaitent se rendre en Grande-Bretagne est effectué sur le territoire français, conformément aux accords du Touquet entre la France et le Royaume-Uni. Cela a eu pour conséquence de concentrer autour de Calais une population « entre-deux », de produire un « stockage » de migrants souhaitant passer la frontière. Ces personnes habitent, avec très peu de moyens, dans des campements précaires et squats appelés *jungles*, d'après l'iranien *djangal*, qui signifie « forêt » (Pette, 2016, p. 48). Après les révolutions arabes de 2011, le nombre de migrants présents à Calais a augmenté. Dans le contexte de la « crise des migrants »⁶ de l'été 2015, la jungle Jules Ferry a accueilli entre 6 500 et 10 000 personnes suivant les estimations de l'État ou des associations humanitaires⁷.

En novembre 2013, la maire de Calais, Natacha Bouchart (Les Républicains) met en ligne sur Facebook un appel qui demande aux Calaisiens de repérer et signaler aux autorités tout squat occupé par des migrants. Cette publication crée une polémique nationale, car elle est perçue par beaucoup comme une incitation à la délation. Très rapidement, un collectif se lance, prétendant répondre à l'appel de Natacha Bouchart. Ses militants affirment s'attaquer au problème des squats. Nommé « Sauvons Calais », il a recours à un répertoire d'action mêlant manifestations classiques et actions plus dures, propres au vigilantisme.

Les militants de Sauvons Calais mettent en avant trois revendications : la constitution officielle de groupes citoyens d'intervention contre les migrants sur le modèle des Voisins vigilants, l'interdiction des associations « pro-migrants » telles que les ONG et les

³ Bien évidemment, nous avons anonymisé les personnes interviewées, mais nous citons leurs fonctions, éléments nécessaires pour légitimer les discours rapportés ici.

⁴ Scission droitière du Front national. Pour plus de détails, se référer à Nicolas Lebourg (2015).

⁵ Les Identitaires constituent une formation d'extrême droite radicale, classée à droite du Front national. Elle se caractérise par une très forte haine des musulmans.

⁶ La « crise des migrants » est le nom donné, en été 2015, à l'arrivée de très nombreux migrants sur le continent européen, notamment par la voie des Balkans. Cette arrivée est construite politiquement et médiatiquement comme une « crise », les pays de l'Union européenne refusant d'accueillir ces migrants, à l'exception de l'Allemagne. Cette « crise » donne naissance à de nombreux mouvements anti-migrants.

⁷ « Plus de 10 000 migrants vivent dans la "jungle" de Calais, selon une association », https://www.francetvinfo.fr/france/hauts-de-france/migrants-a-calais/jungle-de-calais-la-barre-des-10-000-migrants-a-bien-ete-depassee-selon-le-decompte-d-une-association_1832303.html (consulté le 05/07/2019).

No Borders⁸, et enfin l'enfermement dans un camp de tous les migrants présents à Calais. Dirigé par Kévin Rêche, âgé de 20 ans au moment de la création du collectif, ses membres se présentent comme apolitiques, mais le groupe est en réalité lié au Parti de la France⁹. Au début de l'année 2014, la presse révèle que K. Rêche a une croix gammée tatouée sur le torse, ce qui porte un coup à l'image apolitique du collectif¹⁰.

Le groupe se fait connaître du grand public en février 2014 en organisant des manifestations quotidiennes pour empêcher l'implantation d'un squat pouvant potentiellement accueillir des migrants à Coulogne, ville située en périphérie de Calais. Les rassemblements, avec l'appui des riverains, tournent au siège et la maison est la cible de jets de pierre pendant près de huit jours, puis incendiée après que ses occupants l'ont abandonnée, sans qu'il y ait par ailleurs d'intervention policière¹¹. Les militants appellent régulièrement à des manifestations, souvent interdites par la préfecture. Les deux événements les plus notables sont les manifestations du 7 septembre 2014 et du 6 février 2016, qui donnent lieu à des incidents. Le groupe se caractérise aussi par une activité en ligne très soutenue, notamment sur Facebook avec de nombreuses publications ciblant les migrants et appelant les Calaisiens à agir.

À partir de l'automne 2015, la dynamique de Sauvons Calais semble décliner, et un nouveau collectif de citoyens dits apolitiques émerge : les Calaisiens en colère. Cette association est constituée de riverains de la jungle Jules Ferry. Elle est en réalité proche de l'extrême droite. Ses porte-parole, Samuel Delcloy et Sarah Guerlach, entretiennent des liens avec le Front national, et Samuel Delcloy a longtemps été membre du Bloc identitaire¹².

Ses actions vont davantage s'appuyer sur l'utilisation des réseaux sociaux numériques. Ceux-ci vont servir de caisse de résonance au vigilantisme du collectif qui organise des patrouilles régulières autour de la jungle Jules Ferry afin de surveiller les activités des migrants. Les Calaisiens en colère appellent aussi à des manifestations assez suivies – jusqu'à 800 personnes en octobre 2015¹³. Le groupe met par ailleurs en place des rondes de sécurisation de la jungle de début décembre 2015 à mi-janvier 2016, intitulées « rassemblements de soutien aux riverains ». Celles-ci sont ponctuées de combats avec les migrants, aux côtés des CRS. Équipés de bâtons, les Calaisiens en colère entendent

⁸ Les militants de No Borders, proches du courant anarchiste, constituent les cibles privilégiées de Sauvons Calais.

⁹ Scission droitrière du Front national.

¹⁰ « FN : Marine Le Pen en photo avec Kévin Reche, le porte-parole de "Sauvons Calais" au tatouage nazi », France 3 Hauts-de-France, <http://france3-regions.francetvinfo.fr/hauts-de-france/2014/03/11/fn-marine-le-pen-en-photo-avec-kevin-reche-le-porte-parole-de-sauvons-calais-au-tatouage-nazi-430961.html> (consulté le 05/07/2019).

¹¹ « Squat de Coulogne, jeunesse identitaire : Sauvons Calais dans la tourmente (VIDÉO) », <https://www.lavoixdunord.fr/archive/recup/region/squat-de-coulogne-jeunesse-identitaire-sauvons-calais-ia33b48581n1947081> (consulté le 05/07/2019).

¹² Ce qu'il confie lors d'un entretien. Bien qu'ayant quitté la structure à cause de désaccords sur la question du paganisme, il reste proche des idées de ce courant.

¹³ « Manifestation du collectif Calaisiens en colère : 800 personnes "contre l'impact de la présence migratoire" », <http://www.lavoixdunord.fr/archive/recup/region/manifestation-du-collectif-calaisiens-en-colere-800-ia33b48581n3134854> (consulté le 05/07/2019).

appuyer les pouvoirs publics : ils jettent des pierres sur les migrants, avancent et reculent en même temps que les CRS¹⁴.

L'impact de ces faits est corroboré par les vidéos mises en ligne par le collectif lui-même. Le groupe met en œuvre une stratégie de publicisation de ses actions de terrain, y compris violentes, dans une perspective de spectacularisation. Assez régulièrement, les personnes qui suivent le groupe sur les réseaux sociaux sont invitées à rejoindre l'action en cours et à franchir le pas pour passer de l'autre côté du miroir. Par exemple, une publication du 17 décembre 2015 déclare tout simplement « Les clandestins nous attaquent !!! » (189 partages, 395 « j'aime »). Très rapidement, et de manière encore plus explicite, un deuxième post daté du même jour énonce « C'est la guerre venez nous aider »¹⁵, avec une vidéo à l'appui (39 000 visionnages).

Sauvons Calais et Calaisiens en colère entretiennent un rapport ambigu à la violence. En effet, ils naviguent en quelque sorte entre les deux pôles des mouvements anti-immigration identifiés par Lesley Wood (2017). D'un côté, ils aspirent à être un mouvement de contestation sociale, large, respectable et crédible (Grinshpun éd., 2014). De l'autre côté, ils prônent un vigilantisme d'action directe et « radicale », dans le sens premier du terme, à savoir qui cherche à s'attaquer « à la racine » des problèmes (Dufour *et al.*, 2012). Ces groupes n'auront dès lors cesse de tenter de se positionner en tant qu'apolitiques, en essayant de canaliser le ras-le-bol des habitants de Calais. Néanmoins, ils ont principalement drainé des militants et sympathisants de divers groupes d'extrême droite à une échelle régionale, voire nationale.

Comme on l'a dit, des actes de violence ont eu lieu dans le cadre de manifestations ou de rassemblements organisés par ces groupes, tels que la mobilisation contre le squat de Coulogne ou encore les rassemblements de soutien aux riverains de la jungle Jules Ferry. Contrairement à d'autres formes de vigilantisme (Clark, 1988), Sauvons Calais et Calaisiens en colère nient toute participation à ces violences, les renvoyant à des personnes extérieures. En outre, le rapport ambigu à la violence de ces collectifs se retrouve dans leurs publications en ligne. Celles-ci désignent clairement les migrants en tant qu'ennemis et font la promotion du vigilantisme, que ce soit par des appels à l'autojustice ou la mise en scène de patrouilles, voire de combats avec les migrants par des vidéos en direct. Cependant, pour ne pas encourir de poursuites judiciaires ou risquer la fermeture de la page, les groupes incitent parallèlement à une activité de publication évitant certains mots trop clivants ou utilisant l'humour pour désamorcer partiellement la violence de certains propos. Les collectifs posent en filigrane les jalons d'une dynamique de persuasion, faisant appel au triangle aristotélicien *ethos*, *logos* et *pathos*. Il s'agit, cependant, d'une posture traversée par des contradictions, reflétée dans les discours des représentants et leaders de l'association. Ainsi qu'il sera montré par la suite, si certains veillent à la présentation positive de leur groupe, d'autres ne font pas l'effort d'euphémiser leurs propos. Ces deux formes différenciées de prise de position se trouvent souvent enchevêtrées.

¹⁴ Une vidéo est mise en ligne par les militants du groupe Calais Migrant Solidarity : « Fascist and police collaboration in Calais », <https://www.youtube.com/watch?v=a3zCrs7jT7Y&feature=youtu.be> (consulté le 05/07/2019).

¹⁵ Nous respectons, dans l'ensemble des commentaires extraits des réseaux sociaux, l'orthographe et la syntaxe utilisées par les auteures et les auteurs des billets, en reprenant les fautes de langue des documents originaux.

Construire une posture à visée persuasive

Préserver l'*ethos* : nier la violence, sinon la responsabilité de celle-ci

Lorsque interrogés sur leur éventuelle participation à des actions violentes, les militants sont catégoriques : ils se refusent à l'usage de la violence, qu'ils affirment condamner. C'est le cas de Sauvons Calais, dont les membres nient avoir participé aux violences de Coulogne (Gardenier, 2018). Ainsi, selon M. (militant du collectif), les accusations reliant Sauvons Calais à des jets de pierre relèveraient du « lobby pro-immigration et plus particulièrement des No Borders ». M. affirme que Sauvons Calais est un groupe respectable : la violence ne fait absolument pas partie de ses modes d'action. Selon lui, les diverses agressions sont à attribuer à des personnes qu'il ne connaît pas, de même que le caillassage du squat : « aucun élément ne prouve que les membres du collectif soient mêlés à ces violences [...]. Nous ne pouvons pas prendre la responsabilité de tous les actes individuels commis par des gens perturbés ». Le maire de Coulogne nous dit que c'est Sauvons Calais qui a organisé le sit-in et qui est à l'origine de la mobilisation (Gardenier, 2018, p. 92). Il soutient que les militants de Sauvons Calais sont allés « remplir des grands sacs de pierres sur la voie ferrée pour organiser le caillassage », tout en se gardant bien de jeter les pierres, se cantonnant à un rôle d'organisation et d'incitation. De même, S., que nous rencontrons quelques mois avant qu'il ne participe à la fondation des Calaisiens en colère, nous affirme qu'il se positionne contre l'usage de la violence, qui « ne fait pas avancer les choses », et se déclare en faveur d'une « expression légitime du ras-le-bol » et du dialogue, que les No Borders refuseraient.

Cependant, les violences ne manquent pas de remettre en cause la respectabilité de ces groupes, qui insistent pour se présenter comme des riverains apolitiques¹⁶, et cherchent à se donner l'image de mouvements sociaux légitimes (Tilly, Wood, 2009) qu'ils souhaitent endosser. Par exemple, une vidéo d'affrontements postée par les Calaisiens en colère fait scandale. Une personne qui participe aux rondes du collectif afin de « prémunir des intrusions de migrants » y déclare « je sors mon *gun* ». On la voit ensuite dégainer ce qui ressemble à un flashball (arme à feu qui tire des balles en caoutchouc). Par la suite, on entend des détonations sans savoir précisément si ce sont les forces de l'ordre ou les militants des Calaisiens en colère qui en sont à l'origine. Cette vidéo devient virale avant d'être rapidement retirée, mais après avoir attiré l'attention des médias. Ceux-ci mettent en avant l'illégalité de la participation des Calaisiens en colère, aux côtés des forces de l'ordre, à des affrontements avec des migrants¹⁷. Par ailleurs, les militants prétextent l'attrait provoqué par ces vidéos pour arrêter les rondes : elles attireraient selon eux des personnes extérieures, membres de groupes identitaires dont « l'action est incontrôlable »¹⁸. Ainsi, Laurent, membre du collectif, que des activistes disent avoir aperçu armé d'un bâton, tente dans les colonnes de *Nord Littoral* de nier sa participation aux actions violentes. Voici ses déclarations dans le quotidien : « Mercredi j'y étais, oui, mais je n'étais pas armé d'un bâton ». Il confie cependant que certains étaient bien munis

¹⁶ « Calais : Les Calaisiens en colère, collectif "apolitique", a rassemblé 300 personnes », <http://www.lavoixdunord.fr/archive/recup/region/calais-les-calaisiens-en-colere-collectif-apolitique-ia33b48581n3083793> (consulté le 05/07/2019).

¹⁷ « Les vidéos controversées », *Nord Littoral*, 8 janvier 2016, p. 13.

¹⁸ « Migrants : les Calaisiens en colère arrêtent provisoirement leurs rondes nocturnes », <http://www.lavoixdunord.fr/archive/recup%3A%252Fregion%252Fmigrants-les-calaisiens-en-colere-arretent-ia33b48581n3264028> (consulté le 05/07/2019).

desdits bâtons, « mais ce n'était pas nous ! Voilà aussi pourquoi on se met en retrait ». Et il ajoute : « Certains veulent venir avec des bombes lacrymo, etc. On ne veut pas être assimilés à des gens violents. » Reconnu par les activistes, il botte en touche : « Trois personnes ont le même blouson que moi ». Selon lui, il s'agit d'une simple coïncidence.

Solliciter le *logos* : censurer les propos, modérer les réseaux sociaux numériques

Benjamin Loveluck souligne le rôle des médias sociaux numériques lorsqu'ils sont utilisés afin de « se faire justice soi-même en engageant en ligne des formes actives de surveillance, de répression ou de dissuasion ciblées, qui passent avant tout par un surcroît d'attention non sollicitée ou de publicité négative » (Loveluck, 2016, p. 135). Cependant, en plus de se distancier de la violence, les collectifs prennent conscience des enjeux de leurs activités en ligne et des risques que celles-ci engendrent : ceux de poursuites judiciaires bien sûr, mais aussi – et surtout – celui de la fermeture de leurs pages Facebook, qui constituent des supports de communication primordiaux.

Dans ce contexte, plusieurs publications appellent les internautes à plus de mesure afin d'éviter les suppressions. L'exemple d'autres pages anti-immigration supprimées (par ex. « Calais Libre ») est aussi cité. Nous pouvons ainsi voir ci-dessous une publication qui incite les internautes qui commentent la page à l'automodération. Il est intéressant de noter qu'il n'y a pas de condamnation morale des commentaires à modérer. Il s'agit plutôt d'un appel à ne pas publier ce type de commentaires, appel qui s'inscrit moins dans une éthique de conviction qu'une éthique de responsabilité, pour éviter aux personnes qui gèrent la page des problèmes avec la justice :

Sauvons Calais

19 septembre 2015

« Je viens de supprimer plusieurs dizaines de commentaires de la page. Merci de modérer vos propos, ne donnez pas à manger à nos opposants qui n'attendent que ça. Pour rappel, seuls les administrateurs de cette page (et moi en particulier) sont responsables de VOS propos. Merci et bon week-end ! :-) »

(202 « j'aime »)

M., militant du collectif Sauvons Calais, dit partager ces préoccupations. Il déclare être « respectueux des lois » et supprimer en temps réel les commentaires ouvertement racistes ou appelant à la violence contre les migrants. Selon lui, s'il est parfois possible de trouver des propos de ce type, c'est à cause de la « masse de commentaires », qui rend « le travail de modération difficile ». Il ne fait pas de lien entre les publications du groupe et la présence de commentaires haineux. Il ajoute que ce sont des antifas qui postent la majorité des « pires phrases racistes », afin de faire fermer la page.

Notre entretien avec A., avocate chargée par la LDH de constituer une plainte pour incitation à la haine, nous donne une tout autre vision (Gardenier, 2018). A. nous dit que la modération ne commence qu'après la manifestation du 7 septembre 2014, qui met le collectif sous les projecteurs des médias nationaux, après un an de parole « libérée », voire déchaînée. Elle nous dit qu'un « grand ménage » est fait pour éviter la suppression de la page Facebook. Elle nous montre des captures d'écran effectuées avant ce « ménage » et cite des exemples de commentaires restés plusieurs mois sur la page Facebook. Par

exemple, sous le pseudonyme de *Mengele*¹⁹, un internaute déclare : « Sus à ces morpions, ces migrants, sauvons les animaux de laboratoire et sauvons Calais. »

A. s'est aussi intéressée aux commentaires qui suivent l'affaire des tirs au fusil à plomb sur des migrants par un vigile en juin 2014. Elle relève de nombreux propos qui soutiennent cette action et justifient plus généralement le vigilantisme anti-migrants. Voici quelques-uns de ces messages :

- « S'ils étaient pas là à faire chier, il ne se feraient pas tirer dessus »
- « Seulement blessés faut lui acheter des lunettes »
- « Quand on tire à la carabine, c'est comme un zombie, il faut viser la tête »
- « Il mérite une médaille pour acte patriotiques, un jour tout cela se finira comme à Oslo »
- « Que la France nous donne un permis de chasse »
- « C'est la seule solution, armez-vous les gens »

L'enjeu autour des publications est important. Ce que les membres du collectif semblent craindre le plus n'est pas tant un procès, long à se tenir, qu'une mise en danger immédiate de la ressource qu'est la page par une suppression pour non-respect des conditions d'utilisation. En même temps, les collectifs ne peuvent pas non plus respecter à la lettre les conditions d'utilisation de Facebook et la loi, car leur raison d'être et ce qui explique leur succès est précisément leur dénonciation virulente des migrants. L'enjeu pour les *community managers* est alors de se placer « sur le fil » : suffisamment provocants pour servir d'exutoire, tout en ne l'étant pas assez pour susciter des poursuites ou une fermeture de la page Facebook.

Amortir le *pathos* : recourir à l'humour

Le recours au registre humoristique, en tant que construction argumentative, constitue le troisième volet de la mise en place de cette stratégie de communication. Cet aspect se veut plaisant, sans méchanceté, quitte à ce que le commentaire soit macabre ou de mauvais goût. Un bon exemple est celui de l'emblématique publicité pour la marque Decathlon, massivement partagée, dont l'affichage au sein d'un groupe anti-migrants peut aisément être interprété comme un appel au meurtre.

Il s'agit initialement d'une affiche disposée sur l'un des magasins du groupe Decathlon où l'on voit des cartouches de fusils de chasse surmontées par un oiseau, toutes ailes déployées. La légende explicite le message de la réclame : « Spéciale migration »²⁰. Publié le 12 octobre 2016 sur le mur Facebook de Sauvons Calais, ce post a suscité 1300 commentaires et plus de 37 000 partages, ce qui est le signe d'une très forte audience. Le buzz est même signalé par BFM TV. Au-delà des intentions initiales des concepteurs de cette publicité pour l'enseigne française de produits de sport, l'ajout de la mention « Humour Décathlon », suivi d'une émoticône associée, permet de recadrer métaphoriquement la lecture de l'annonce, en jouant sur la polysémie du terme « migration » et son lien avec les cartouches de fusils de chasse. Signe emblématique des aléas de la modération des réseaux sociaux numériques, la stratégie mise en œuvre dans cet

¹⁹ Médecin nazi qui a conduit de nombreuses expériences sur des détenus juifs à Auschwitz pendant la Seconde Guerre mondiale.

²⁰ BFM TV, « Immigration : une affiche de Decathlon crée la polémique », <http://www.bfmtv.com/societe/immigration-une-affiche-de-decathlon-cree-la-polemique-1047889.html> (consulté le 05/07/2019).

exemple précis semble fonctionner, car la publication n'a pas été supprimée par les modérateurs de Facebook.

Dans une autre publication, le *community manager* de Sauvons Calais invite le public, photographie à l'appui, à ne pas comparer une migrante qui fait ses besoins à un chien. Là encore, il suscite les commentaires déshumanisants à travers la mise en ligne de la photographie, tout en posant un ton ironique afin de se dissocier de la violence potentielle du propos.

Sauvons Calais

23 octobre 2015

« Comparer cette migrante en train de faire ses gros besoins dans l'herbe près de la Cité à un chien est interdit par la loi. Par avance, merci. »

266 « j'aime », 133 partages, 93 commentaires, dont :

« As t'elle ramassé comme doivent le faire les propriétaires de chiens ? »

« Ils aiment pas le porcs, mais eux-mêmes sont de vrais porcs ! »

« Et nous on doit ramasser des crottes de nos chiens... »

Un autre exemple de publication utilisant l'humour vise les ennemis politiques du groupe, les No Borders : « La vie d'un cafard vaut plus que l'avis d'un No Border. #Sauvons Calais ». Le jeu de mots permet de minorer la violence du propos. Au lieu de comparer « la vie » d'un militant No Borders à celle d'un cafard, insecte nuisible par excellence, c'est son « avis », donc sa parole et sa capacité énonciative, qui est jugé moins important que la vie de l'insecte.

Citons, enfin, un dernier cas de publication qui illustre l'usage de l'humour afin d'atténuer le caractère potentiellement choquant du propos. Celle-ci met en scène une femme blonde et un homme africain en tenue « tribale » qui semble presque complètement nu, son sexe étant couvert par l'image du drapeau de l'Union européenne. L'image est assortie d'une parodie du logo du site de rencontre en ligne Meetic, parodié en « Meeigrants ». Le slogan « Voyez plus grand et moins cher pour vos rencontres » semble être une référence au sexe de l'homme africain partiellement dénudé. Ce « même »²¹ est accompagné d'une incitation adressée aux « No borders, "humanistes" et autres extrémistes de gauche en tout genre » : « nous ouvrons notre propre site de rencontre [...] rendez-vous sur notre site pour plus de renseignement ! ». Sous forme de plaisanterie, les militants du mouvement de soutien aux migrants sont invités à nouer des relations amoureuses avec ces derniers. Il est intéressant de constater ici que le concept d'humanisme est assimilé à ce que le collectif appelle l'« extrémisme de gauche ».

Par ailleurs, cette image humoristique fait écho à une des premières campagnes du parti nazi allemand en 1923 : lorsque les troupes françaises occupèrent la rive gauche du Rhin, le NSDAP (Parti national-socialiste des travailleurs allemands) lança une campagne dénonçant les soi-disant viols de femmes allemandes par des soldats des troupes coloniales de l'armée française issus des pays d'Afrique subsaharienne. Ces campagnes mettaient en avant la mise en péril de l'« identité raciale » allemande par le métissage avec du « sang noir », présenté comme inférieur. À l'humiliation de l'invasion française s'ajoutait pour les nazis une seconde attaque, celle de la « souillure » du « sang germanique », appelée *Rassenschande*, c'est-à-dire « honte raciale » (Chapoutot, 2014, p. 227). Le mème de Sauvons Calais s'inscrit clairement dans cette imagerie, montrant une femme blonde qui semble engagée dans une situation de flirt, réactivant l'imaginaire de

²¹ Le mème internet fait référence à un élément, souvent visuel, repris et décliné en masse au sein des réseaux sociaux numériques.

la souillure liée à la relation entre hommes africains et femmes européennes. Là encore, la mise à distance induite par le discours humoristique permet d'euphémiser (Jaubert, 2008) la charge symbolique de propos extrêmement polémiques.

*

À travers leurs discours multiples, les groupes étudiés dans cet article désignent les migrants présents à Calais et ses alentours au prisme de la figure d'un ennemi représentant un fort danger pour la population locale : assimilés à la souillure, les migrants sont une menace pour la sécurité, mais aussi pour le maintien des valeurs sociales et culturelles. Les dimensions politiques de ce cadrage et ses éventuelles conséquences semblent pourtant peser sur les groupes. Ainsi, Sauvons Calais et Calaisiens en colère mettent en place des stratégies persuasives visant à atténuer toute association à une posture radicale en préservant leur *ethos*, en recourant au *logos* et en jouant avec un certain *pathos*. Car, puisque la radicalité est une catégorie socialement construite, elle peut aussi devenir objet de négociation – et cela même par ceux qui semblent l'avoir épousée –, notamment lorsqu'elle intègre des situations de communication spécifiques avec des objectifs précis.

Références

- BECKER Howard S., 1963, *Outsiders: Studies in the Sociology of Deviance*, New York, Londres, The Free Press of Glencoe.
- BONELLI Laurent, CARRIÉ Fabien, 2018, *La fabrique de la radicalité : une sociologie des jeunes djihadistes français*, Paris, Seuil.
- BRODEUR Jean-Paul, JOBARD Fabien éd., 2005, *Citoyens et délateurs : la délation peut-elle être civique ?*, Paris, Autrement.
- BRONNER Gérard, 2009, *La pensée extrême : comment des hommes ordinaires deviennent des fanatiques*, Paris, Denoël.
- BUGNON Fanny, LACROIX Isabelle éd., 2017, *Territoires de la violence politique en France de la fin de la guerre d'Algérie à nos jours*, Paris, Riveneuve.
- CHAPOUTOT Johann, 2014, *La loi du sang : penser et agir en nazi*, Paris, Gallimard.
- CLARK Martin, 1988, « Italian squadristismo and contemporary vigilantism », *European History Quarterly*, vol. XVIII, n° 1, p. 33-49.
- COMAROFF Jean, COMAROFF John L. éd., 2006, *Law and Disorder in the Postcolony*, Chicago, The University of Chicago Press.
- CORBIN Danielle, 1987, *Morphologie dérivationnelle et structuration du lexique 1*, Tübingen, M. Niemeyer, Lille, Presses universitaires de Lille.
- DE WILDE Pieter, KOOPMANS Ruud, MERKEL Wolfgang *et al.*, 2019, *The Struggle Over Borders: Cosmopolitanism and Communitarianism*, Cambridge, New York, Cambridge University Press.
- DOWNING John D. H., 2001, *Radical Media: Rebellious Communication and Social Movements*, Thousand Oaks, Sage Publications.
- DUFOUR Pascale, HAYES Graeme, OLLITRAULT Sylvie, 2012, « Présentation : radicalités et radicalisations – la fabrication d'une nouvelle "norme" politique ? », *Lien social et Politiques*, n° 68, p. 7-12.

- FAVAREL-GARRIGUES Gilles, GAYER Laurent, 2016, « Violer la loi pour maintenir l'ordre : le vigilantisme en débat », *Politix*, n° 115, p. 7-33.
- GARDENIER Matthijs, 2018, « Calais : le rapport ambigu à la violence des groupes anti-migrants », contribution présentée au colloque « Violences et radicalités militantes dans l'espace public en France des années 1980 à nos jours » (Vioramil), 14-16 novembre 2018, Metz, CREM, université de Lorraine.
- GOFFMAN Erving, 1975, *Stigmate : les usages sociaux des handicaps*, A. Kihm trad., Paris, Minuit.
- GRINSHPUN Yana éd., 2014, Éthos discursif [numéro thématique], *Langage et société*, n° 149.
- JAUBERT Anna, 2008, « Dire et plus ou moins dire. Analyse pragmatique de l'euphémisme et de la litote », *Langue française*, n° 160, p. 105-116.
- JOHNSTON Les, 1996, « What is vigilantism? », *The British Journal of Criminology*, vol. XXXVI, n° 2, p. 220-236.
- LAVERGNE Cécile, PERDONCIN Anton, 2010, « Éditorial. La violence à l'épreuve de la description », *Tracés. Revue de sciences humaines*, n° 19, p. 5-25.
- LEBOURG Nicolas, 2015, « Le Front national et la galaxie des extrêmes droites radicales », dans S. Crépon, A. Dézé et M. Nonna éd., *Les faux-semblants du Front national : sociologie d'un parti politique*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 121-140.
- LOVELUCK Benjamin, 2016, « Le vigilantisme numérique, entre dénonciation et sanction : auto-justice en ligne et agencements de la visibilité », *Politix*, n° 115, p. 127-153.
- MABI Clément, 2016, « Lutttes sociales et environnementales à l'épreuve du numérique : radicalité politique et circulation des discours », *Études de communication*, n° 47, p. 111-130.
- MCCAULEY Clark, MOSKALENKO Sophia, 2008, « Mechanisms of political radicalization: pathways towards terrorism », *Terrorism and Political Violence*, vol. XX, n° 3, p. 415-433.
- MOGHADDAM Fathali M., 2005, « The staircase to terrorism: a psychological exploration », *American Psychologist*, vol. LX, n° 2, p. 161-169.
- MONNIER Angeliki, SEOANE Annabelle, 2018, « Paroles jihadistes *in situ* : de la radicalité à l'"aradicalité" », contribution présentée au colloque « Violences et radicalités militantes dans l'espace public en France des années 1980 à nos jours » (Vioramil), 14-16 novembre 2018, Metz, CREM, université de Lorraine.
- MOSCOVICI Serge, 2015, « Psychologie des minorités actives », *EcoRev'*, n° 42, p. 5-14.
- PASQUET Guy-Noël, 2016, « Radicalité », *Le sociographe*, n° 54, p. 4-5.
- PETTE Mathilde, 2016, « Venir en aide aux migrants dans le Calaisis : entre action associative locale et crise migratoire internationale », *Savoir/Agir*, n° 36, p. 47-52.
- SHAPIRA Harel, 2013, *Waiting for José: The Minutemen's Pursuit of America*, Princeton, Princeton University Press.

- SIMONNEAU Damien, 2016, « Entre suprématie blanche et cybersécurité : mutations contemporaines des pratiques de vigilantisme en Arizona », *Politix*, n° 115, p. 79-102.
- TILLY Charles, WOOD Lesley, 2009, *Social Movements, 1768-2008*, Boulder, Londres, Paradigm Publishers.
- WALSH James P., 2014, « Watchful citizens: immigration control, surveillance and societal participation », *Social & Legal Studies*, vol. XXIII, n° 2, p. 237-259.
- WOOD Lesley, 2017, « Anti-immigrant protests, past and present (1920-36 and 2000-16) », contribution présentée au colloque « Social movement conference, for alternative futures », avril 2017, université de Manchester.